

Catalogne

Un combat millénaire pour l'autonomie



"Est-ce que l'Espagne croit pouvoir réduire au silence des millions de Catalans par la force?"

Jordi Savall

musicien-compositeur-chef d'orchestre

L'Obs - 4 oct. 2017

Depuis plus de mille ans, le territoire catalan s'est forgé une culture spécifique dotée de sa propre langue romane, sœur jumelle de l'occitan. Si nous ne connaissons pas la langue parlée par l'Homme de Tautavel voici 400 000 ans, nous savons que le catalan est l'héritier à la fois des langues des Ibères de la Protohistoire (dont Ensérune près de Béziers fut un des *oppida*, ainsi qu'*illibéris* Elne), des Grecs de la côte méditerranéenne (avec *Empories* sœur jumelle de *Massilia*), des Romains à partir du 2^e siècle avant J-C, des Wisigoths du VI^e siècle puis des Berbères après 711...

Nous allons voir ci-dessous succinctement les principales étapes de l'Histoire de la Catalogne et de son peuple dans sa quête d'autonomie, voire d'indépendance.



Vestiges des remparts d'une ancienne cité ibère près de Gérone

De l'Antiquité tardive au Moyen Age

Aux V^e et VI^e siècles, Barcelone fut un temps la capitale des Wisigoths, qui intégrèrent le futur pays de Catalogne au royaume de Tolède, en même temps d'ailleurs que la Septimanie (futur Languedoc-Roussillon du Rhône aux Pyrénées), après la défaite en 506 d'Alaric II roi de Toulouse devant Clovis.

A partir de 817, le pays d'entre Corbières et l'Ebre constituera une "Marche" franke face à l'empire d'Al-Andalùs: c'est l'origine de la Catalogne.



Corts catalanas (Parlement)
miniature de 1495

Au X^e siècle, les comtes de Barcelone font de leur ville la "capitale" de la Catalogne. Bientôt ils étendront leur domination jusqu'en Provence et consolideront leur union avec le royaume d'Aragon.

Raimon Bérenger 1^{er} (comte de 1035 à 1076) unifie les droits et les coutumes du pays catalan et consolide son autonomie.

Du XII^e au XV^e siècle, la Catalogne fait partie du Royaume d'Aragon, mais assure son indépendance politique en conservant ses propres institutions. C'est une époque de grande prospérité économique pour la Catalogne, qui étend son influence jusqu'au Roussillon, et commerce avec l'orient.

Elle devient une puissance méditerranéenne, qui place sous son autorité les Baléares (1229), le royaume de Valence (1238), la Sicile (1282) et la Sardaigne (1381) où des villes comme Alghero conservent des rues en catalan aujourd'hui.

En 1469 elle sera incorporée au nouveau royaume issu de l'union entre Ferdinand II d'Aragon et d'Isabelle 1^{ère} de Castille.

De l'indépendance au despotisme des Bourbon

Du XVI^e au XVIII^e siècle, alors que l'Espagne vit sous la monarchie de Charles Quint et de ses successeurs, la Catalogne est un Etat autonome qui conserve ses institutions traditionnelles. Ses activités économiques prendront un tel essor que les rois de Madrid les presseront de participer au financement de leur politique impérialiste.

En 1640 les Catalans mènent une "guerre de sécession" contre l'Espagne ("*Guerra dels Segadors*") et se proclament République indépendante, dont la constitution sera finalement reconnue par la monarchie espagnole.

Mais le traité de 1659 entre la France de Louis XIV et l'Espagne établira pour la première fois une frontière sur les Pyrénées, qui cassera la Catalogne en deux territoires (comme d'ailleurs le Pays basque!): ainsi le Roussillon et la Cerdagne seront annexés par l'Etat français... sans demander l'avis des populations.



Guerra dels Segadors
(tableau de Miralles, 1910)

Partition de la Catalogne
en 1659



En 1700 le petit-fils de Louis XIV devient roi d'Espagne sous le nom de Philippe V, après la guerre de succession contre l'Autriche. Dès lors, les Bourbon contrôleront deux Etats de part et d'autre des Pyrénées. Une guerre sanglante sera entreprise par Philippe V appuyé par son grand-père Louis XIV contre les Catalans. Après un long siège, Barcelone capitulera le 11 septembre 1714: les Bourbon (ancêtres du roi actuel Philippe VI) détruiront les institutions de la Catalogne et interdiront la langue catalane.

La "*Renaixença*"

Le XIX^e siècle marque une très importante renaissance de la Catalogne. Mais Napoléon 1^{er} l'annexera à son Empire du 26 janvier 1812 au 10 mars 1814 et elle sera divisée en quatre départements "français".

Plus tard, elle va connaître un développement économique sans précédent, qui s'appuiera sur ses revendications culturelles et linguistiques. Le 25 mars 1892, l'*Unió Catalanista* réunit à Manresa une Assemblée de 240 délégués, qui jettent les bases d'une autonomie pour la Catalogne, en rédigeant "*la Constitució regional catalana*" concrétisée par la création de la "*Mancomunitat de Catalunya*".

A partir de 1923, la dictature de Primo de Rivera sur l'Espagne affaiblira notablement l'autonomie de la Catalogne. Mais en 1931 après la chute du roi Alphonse XIII, Francesc Macià proclame la République catalane "*au sein de la Fédération des Républiques ibériques*". Ce projet sera abandonné l'année suivante après une transaction avec le nouveau gouvernement de la république espagnole: la *Generalitat de Catalunya* retrouve son autonomie avec son gouvernement à Barcelone à majorité d' *Esquerra republicana*. Un programme social et culturel très progressiste va se développer sous ses deux présidents successifs Francesc Macià (1931-1933) et Lluís Companys (1933-1940).

La dictature franquiste

Après le coup d'Etat du général Franco contre la république en 1936 et la guerre civile qui s'en suivra, la Catalogne républicaine finira par tomber en 1939, comme toute l'Espagne (le dernier gouvernement républicain de Madrid s'était réfugié à Barcelone). Son président Lluís Companys s'exilera en France: il sera livré en 1940 par Vichy et la Gestapo aux franquistes qui le tortureront et le fusilleront au château de Montjuïc à Barcelone.



Billet de banque de la Catalogne (1936)



Lluís Companys
(1882-1940)

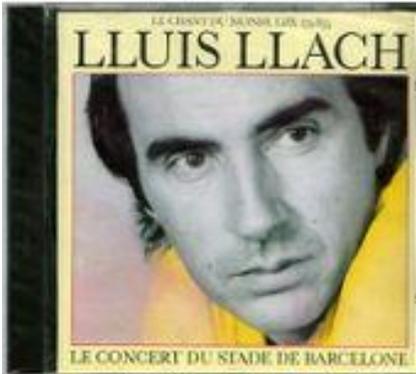
Fallores, que debemos condenar y condenamos al ex-Presidente del dimuelto Gobierno de la Generalidad catalana Lluís Companys Gover como responsable en concepto de autor por adhercion del expresado delito de rebelion militar a la pena de Muerte con accion de guerra civil o responsabilidad de igual clase en cuanto indeterminada.
Lo que por esta nuestra sentencia juzgamos, pronunciamos, mandamos y firmamos
Manuel Gonzalez
Ped. Garcia Riveca

Condamnation à mort de Lluís Companys pour une seule raison: il était Président de la Catalogne

Avec Franco, la Catalogne perd son statut d'autonomie et sa langue est interdite: on brûle les livres catalans, on censure les imprimeries, les écrivains s'exilent, comme d'ailleurs un nombre important de républicains qui seront placés dans des camps d'internement en Languedoc et dans la région toulousaine...

Une résistance politico-culturelle intérieure va dès lors s'organiser en Catalogne, qui sera symbolisée plus tard par le fameux chant pour la liberté de Lluís Llach (aujourd'hui député catalan indépendantiste), "*L'estaca*" traduit en plusieurs langues en Europe.

Lluís Llach en concert



Pochette du disque de Lluís Llach contenant "*L'estaca*" chantée au stade de Barcelone archicomble. Composée sous la dictature franquiste en 1968, c'est un cri à l'unité d'action contre l'oppression. Devenue un symbole de la lutte pour la liberté, elle a été traduite en plus de 50 langues (dont en occitan, basque, corse, breton, arabe, allemand, anglais, polonais comme hymne de Solidarnosc, etc...)

"L'estaca", c'est le pieu qui symbolise Franco et sa dictature ainsi que tout régime autoritaire anti-démocratique. Mais il est verrouillé, et si on s'y met tous à tirer d'un côté puis de l'autre. il finira par tomber. dit la chanson !

Après la mort de Franco en 1975, la constitution espagnole de 1978 rétablit la "Generalitat" et l'autonomie politique de la Catalogne avec son Parlement. Le catalan est normalisé dans le cadre d'un bilinguisme officiel. De plus, le gouvernement catalan accordera des droits linguistiques au Val d'Aran qui parle occitan dans sa variante gasconne, l'aranais. Ainsi la Catalogne connaît aujourd'hui trois langues officielles: le catalan, l'occitan et l'espagnol.

Un troisième statut d'autonomie dénaturé

Après de sérieuses discussions avec Madrid, le Parlement de Catalogne adopte une mise à jour d'un nouveau statut d'autonomie le 30 septembre 2005. Le Parlement espagnol le votera au printemps 2006, il sera approuvé par les Catalans lors d'un référendum le 18 juin suivant... et le roi Juan Carlos le signera.



**Manifestation du 10 juillet 2010
à Barcelone,
rassemblant un million de Catalans:
" Nous sommes une nation, c'est nous
qui décidons!"**

Mais le gouvernement de Madrid (droite et gauche confondues) tentera de vider ce statut de son contenu dans un lent processus de recentralisation de l'Etat espagnol. Devant tous les blocages, une grande manifestation est organisée à Barcelone le 10 juillet 2010 par des associations civiques. Madrid refuse toujours toute discussion, en particulier sur un nouveau mode de financement que propose la Catalogne sur le modèle de celui du Pays Basque.

Aussi petit à petit, les Catalans, frustrés et humiliés, vont passer de l'autonomie de plus en plus contestée par Madrid à l'idée d'une indépendance dans le cadre européen. Et c'est alors la grande manifestation historique du 11 septembre 2012, qui rassemble près de deux millions de Catalans à Barcelone... sans rien casser! Par comparaison du nombre d'habitants, c'est l'équivalent d'environ vingt millions de Français qui auraient manifesté sur les Champs Elysées... L'année suivante, les Catalans sont aussi nombreux pour constituer une chaîne humaine record (main dans la main pour l'indépendance) tout au long de 400 Km qui traverse la Catalogne.

Les élections du 25 novembre 2012 avec une participation de 70% de l'électorat voient la victoire des partis favorables à un référendum d'autodétermination pour l'indépendance (Pour information, les dernières législatives en France n'ont connu que 42% de participation...). Prévue pour le 9 novembre 2014, cette consultation du peuple catalan sera refusée par le gouvernement espagnol.



**Manifestation de Barcelone
le 11 septembre 2012 pour
l'indépendance:
2 millions de Catalans**

**Une partie de la chaîne
humaine de 400 Km
en Catalogne pour
l'indépendance
le 11 septembre 2013**



Premier octobre 2017: une journée historique

Le 12 janvier 2016, Carles Puigdemont est élu Président du gouvernement catalan par une majorité parlementaire favorable à l'autodétermination du peuple. Ainsi les députés, légalement élus donc légitimes, voteront la tenue d'un référendum pour le 1^{er} octobre 2017. Le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy l'interdit aussitôt en le jugeant "illégal" (A noter que le Tribunal constitutionnel saisi sur cette question n'avait toujours pas donné sa réponse à cette date!).

**Le Président de la
Catalogne devant le
Parlement catalan le
10 octobre 2017**



Plusieurs jours avant le référendum, Rajoy fait arrêter des membres du gouvernement catalan. Les forces de répression (12 000 policiers) envoyées par Madrid en Catalogne s'emparent de dix millions de bulletins de vote et des convocations des assesseurs. Les maires organisant le vote sont menacés par la justice espagnole. Les Catalans remarquablement organisés cachent alors les urnes en Roussillon, où seront réimprimés les bulletins de vote: le tout sera acheminé clandestinement par voitures individuelles dans les différents bureaux de vote le 1^{er} octobre, afin que le peuple catalan puisse s'exprimer librement.

Le jour du vote, les "CRS" espagnols tenteront d'empêcher la population de voter par la force (du jamais vu dans un pays démocratique en Europe!): portes et fenêtres des lieux de vote cassées; électeurs et électrices de tous âges matraqués; urnes pleines enlevées en fin de journée (770 000 bulletins ne pourront être dépouillés).

Malgré ces violences policières, dont les images ont fait le tour du monde et ont indigné la scène internationale (sauf les vieux Etats-nations européens du 19^e siècle, qui ne représentent qu'une minorité de leur population), plus de 43% des citoyens catalans ont réussi à braver ces entraves à la démocratie (En France, les votants n'étaient que 42,64% aux législatives de juin 2017... sans entraves policières!). Les résultats sont sans appel: 90,18% de OUI et 7,83% de NON avec 1,99% de blancs.



Ce scrutin a été contrôlé par plusieurs dizaines d'observateurs internationaux, représentant plusieurs pays et différents partis politiques conformément aux textes des Nations Unies en la matière. Leur rapport unanime est accablant pour l'Etat espagnol, dont les agressions policières ordonnées par le gouvernement Rajoy menacèrent le référendum mais ne réussirent pas à l'empêcher.

Selon ces observateurs, ce référendum est un succès, compte tenu des circonstances défavorables que les organisateurs durent affronter. Ils soulignent la bonne tenue organisationnelle des bureaux de vote, malgré les sabotages informatiques de Madrid. Le responsable du groupe d'observateurs, Dimitrij Rupel, a considéré que ce référendum pouvait "*être le point de départ d'une transformation politique*" et il regrettait que "*le Conseil de l'Europe et d'autres organismes internationaux n'aient pas agi comme médiateurs*".

A la fin de cette journée historique, le Président Puigdemont devait déclarer: "*Nous avons gagné le droit d'être respectés et reconnus*".

Jordi LABOUYSSE

14 octobre 2017

Quelques documents annexes

Quels sont les dirigeants élus les plus légitimes (majorité parlementaire d'après les dernières élections)?		
Parlement catalan (Gouv. Puigdemont) votants: 74,95% Majorité indépendantiste: 47,80% des voix (35,68% des inscrits) Parti Populaire: 8,49%/voix (6,33% des inscrits)	Parlement espagnol (Gouv. Rajoy) votants: 66,48% Majorité Rajoy: 33,01% des voix (21,74% des électeurs)	Parlement français (maj. Macron) votants: 48% au 1er tour et 42% au 2e tour "En Marche": 28,21% des exprimés et 13,44% des électeurs au 1er tour; 16,55% des électeurs au 2e tour. Macron: 18,19% des électeurs au 1er tour.

L'Espagne compte à ce jour 17 communautés autonomes (*comunidades autonomas*), 50 provinces (*provincias*), 8 111 municipalités (*municipios*) et deux villes autonomes (Ceuta et Melilla, au Maroc). Les îles Canaries jouissent du statut de région ultrapériphérique selon le droit primaire de l'Union européenne. En ce qui concerne les pouvoirs fiscaux, seuls le Pays basque et la Navarre disposent d'une autonomie.

Grande comme la Belgique, avec une population de 7,5 millions d'habitants, la Catalogne est plus peuplée que des pays comme le Danemark, la Finlande, la Croatie ou L'Irlande, sans parler du minuscule Luxembourg (560 000 habitants), membre fondateur de l'Union européenne.

Elle est la région la plus riche d'Espagne. Ce territoire ayant une langue et une culture propres, bordé par la Méditerranée et les Pyrénées, représente 6,3% de la superficie de l'Espagne et connaît un taux de chômage de 13,2%, quatre points de moins que la moyenne nationale.

Avec 16 % de la population de l'Espagne, la Catalogne représente 21% du produit intérieur brut (PIB) national. Evalué à 215 milliards d'euros, ce PIB la place devant le Portugal (167 milliards d'euros). La Catalogne représente aussi 25 % des exportations nationales espagnoles.

"Elle est la première région exportatrice d'Espagne, sa balance commerciale est excédentaire et son PIB par habitant culminait à 29 728 euros en 2016, contre 22 978 dans le reste du pays (Espagne)", détaille Eric Dor, économiste à l'école de management française Iéseg.

La Catalogne possède un riche tissu industriel diversifié (automobile, chimie, tourisme, nouvelles technologies...), elle accueille industries de pointe et centres de recherche.

Terre des peintres Salvador Dali et Joan Miro ou de l'architecte Antoni Gaudi, elle est la première région touristique d'Espagne.

En sport, Barcelone est la seule ville espagnole à avoir accueilli les jeux Olympiques d'été, en 1992, et le FC Barcelone est le deuxième club le plus titré du pays.

La Catalogne enregistre une dette publique égale à 35,2% de son PIB (La dette publique de l'Etat espagnol est de 100,4% du PIB au 1^{er} trimestre 2017): elle dénonce la répartition inéquitable des deniers publics en Espagne, responsable de son asphyxie financière.

La société catalane en chiffres



La "realpolitik" de l'Europe

Si la Catalogne devient une république indépendante dans une interdépendance avec l'Espagne, qui peut croire qu'elle serait "automatiquement" exclue de l'Europe ?

Aucun texte ne prévoit de "jeter" un territoire européen, ni d'exclure de l'Europe des citoyens européens.

Voyons ci-contre comment l'Europe "des douze" a traité les territoires qui se sont proclamés indépendants de l'Etat yougoslave:

22 juin 1991: "Baker, secrétaire d'Etat américain, déconseille à la Croatie et à la Slovénie de se séparer de la Yougoslavie".

24 juin 1991: "Les douze ne reconnaîtront pas la sécession des républiques yougoslaves".

26 juin 1991: "Les républiques yougoslaves de Croatie et de Slovénie proclament leur indépendance".

16 janvier 1992: "Les douze... reconnaissent la Croatie et la Slovénie!"

"Les douze": ce sont les douze Etats qui composaient l'Union Européenne à cette époque.

22/06/91

Baker désconseille à Croatie et Eslovenia que se secesionen de Yugoslavia

Washington urge a un dialogo que erite "un barbo de sangre"



...además, respaldada también por el Parlamento de la Unión Europea...
 ...Baker también declaró que...
 ...el Parlamento de la Unión Europea...
 ...Baker también declaró que...
 ...el Parlamento de la Unión Europea...

El primer ministro...

24/06/91

Los Doce no reconocerán la secesión de las repúblicas yugoslavas

Eslovenia y Croacia desbaratarán su independencia al "atacarla una vez más"



...El primer ministro...
 ...El primer ministro...
 ...El primer ministro...

...además, respaldada también por el Parlamento de la Unión Europea...
 ...Baker también declaró que...
 ...el Parlamento de la Unión Europea...
 ...Baker también declaró que...
 ...el Parlamento de la Unión Europea...

El primer ministro...

26/06/91

Las repúblicas yugoslavas de Croacia y Eslovenia proclaman su independencia

La Federación Yugoslava dejó ayer de existir tras el voto del Parlamento de Croacia y Eslovenia...
 ...El primer ministro...
 ...El primer ministro...

Bankinter le ofrece, hasta e

12'75%

con su Depósito Activo.
 A plazo de dos meses. Desde 3 millones
 Tipo de TAE: 14,14% Ph. 1,24% 10M Ph. 11,00% 50M Ph. 10,50%

En todos los puntos de apertura del CDTI.

BANKINTER ☎ 900 1343

16/01/92

El conflicto en el país balcánico

Los Doce superan sus diferencias y reconocen a Croacia y Eslovenia



...El primer ministro...
 ...El primer ministro...
 ...El primer ministro...

...El primer ministro...
 ...El primer ministro...
 ...El primer ministro...

Vous avez dit "légalité"? Vous avez dit légitimité?

En 1936 le général Franco fit un coup d'état contre la république d'Espagne avec l'aide stratégique et militaire d'Hitler et de Mussolini (voir le massacre de Guernica au Pays Basque): **où était la "légalité"?** Du côté de Franco ou du côté du gouvernement républicain issu d'un vote démocratique légal des citoyens?

A remarquer: les "Etats-nations" d'Europe reconnurent le nouveau pouvoir franquiste sans trop sourciller... et la France républicaine du "Front populaire" envoya même le maréchal Pétain comme ambassadeur auprès de Franco!

Franco et Pétain à Montpellier. Ils se connaissaient bien pour avoir écrasé dans le sang la république du Rif au Maroc dans les années 20. Le roi d'Espagne Alfonso XIII avait même décoré Pétain de la Grande Croix du Mérite Militaire...



On voit aujourd'hui ces mêmes Etats (Macron en tête) encourager Rajoy et le "Parti Populaire" héritier du franquisme contre la Catalogne.

Qui a dit: *L'Histoire ne recommence pas... mais elle bégaye?...*



Macron, Merkel et Rajoy à Bruxelles jeudi 19 octobre 2017, unis contre la Catalogne "pour le meilleur ou pour le pire"?

Réactions diverses sur le référendum du 1^{er} octobre 2017

INTERNATIONAL

Le Premier ministre belge Charles Michel a condamné dimanche (1^{er} octobre) la violence qui marque le déroulement du référendum sur l'indépendance de la Catalogne. "La violence ne peut jamais constituer une réponse! Nous condamnons toutes les formes de violence et réaffirmons notre appel au dialogue politique", a écrit M. Michel sur Twitter, parlant du référendum catalan.

Le vice-Premier ministre N-VA Jan Jambon a lui aussi condamné sur ce réseau social une "violence inacceptable dans un processus démocratique". Le président de la N-VA Bart De Wever a fait de même: *"Pas de place en Europe pour des responsables politiques qui recourent à la violence. Ceux qui continuent de rejeter un appel à une médiation internationale nient la démocratie"*.



Témoignage de Gérard Onesta, ancien vice-président du Parlement européen et Président du bureau de l'Assemblée région Occitanie, l'un des 33 observateurs internationaux pour le référendum:

"Nous sommes arrivés il y a plusieurs jours en Catalogne, et nous avons rencontré des experts internationaux et des interlocuteurs locaux. Et de nombreuses irrégularités sont à mettre au crédit du gouvernement espagnol dans ce scrutin. Mariano Rajoy déclare que le référendum a été déclaré illégal par la justice, mais en réalité le tribunal n'a fait que suspendre le texte autorisant la tenue dudit référendum. Aucun juge ne s'est encore [2 octobre] prononcé sur la validité du référendum. [...] C'est sur ce flou juridique qu'a joué Mariano Rajoy".

Le chef du gouvernement indique par ailleurs avoir tous les droits de mettre sous scellés le matériel électoral. En réalité, il aurait dû pour cela invoquer l'article 155 de la Constitution espagnole, en vertu duquel le gouvernement peut « prendre les mesures nécessaires pour contraindre [la communauté autonome] à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général ». De même, le chef du gouvernement, qui taxe le scrutin d'inconstitutionnalité, contrevient lui-même, en plus de l'article 155, aux

articles 2 et 10 du même texte. Le premier « reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions » de la nation espagnole, et le second consacre la supériorité des traités internationaux dont l'Espagne est signataire à la Constitution. Or l'Espagne est signataire de la Charte des Nations Unies, qui reconnaît le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes."

"Mes collègues observateurs internationaux et moi-même avons formé une dizaine de convois différents, pour sillonner toute la Catalogne, du petit village de montagne à la grande ville en passant par les villes côtières de taille moyenne. On a vérifié si techniquement, le scrutin remplissait les conditions de validité. Y avait-il des urnes ? Oui. Des bulletins de vote ? Oui. La question, objet **du référendum**, était-elle clairement posée ? Oui. Était-elle traduite dans les trois langues officielles de la région (espagnol, catalan et occitan) ? Oui. La connaissance des bureaux de vote a-t-elle été assurée aux électeurs ? Oui. Le droit de ne voter qu'une seule fois a-t-il été respecté ? Là encore, la réponse est oui."

"Cela nous a permis de constater trois types d'empêchement : **les manœuvres d'intimidation** de la part du gouvernement central, **les hackers de Madrid** qui ont tout bloqué durant une heure, ainsi que **l'empêchement de la police** avec les casques et les fusils d'assaut, et les portes défoncées à la masse. J'ai encore en tête la clameur qui a résonné d'école en école dans tout Barcelone, le matin vers 10h30, quand ils ont réussi à contourner le problème."

"À l'issue de cette journée, les observateurs ont validé techniquement le processus de vote (90 % ont voté oui), à l'unanimité – ce qui est presque inédit! -, tout comme les juristes internationaux. Nous avons salué **le civisme et la non-violence des citoyens** et condamné avec force **les violences policières de Madrid**".

Communiqué AFP (extraits):

"Inquiet de la situation", le Premier ministre centriste slovène Miro Cerar a lui aussi appelé "au dialogue politique" et à des "solutions pacifiques".

Sans surprise, la Première ministre écossaise, favorable à l'indépendance de l'Ecosse, avait appelé dimanche l'Espagne "à changer de cap avant que quelqu'un ne soit grièvement blessé".

Le chef de file des eurodéputés socialistes, Gianni Pittella, a regretté "un jour triste pour l'Espagne et pour toute l'Europe". "**La solution ne peut être que politique, pas policière**", a-t-il ajouté.

Son homologue libéral, le Belge Guy Verhofstadt, a lui appelé à la "désescalade", après avoir condamné une "violence disproportionnée" de la part des autorités espagnoles.

"L'UE doit agir pour défendre les droits fondamentaux contre les actions récentes et en cours du gouvernement espagnol", a exhorté Gabi Zimmer, la cheffe de file des eurodéputés de l'extrême gauche.

Selon le politologue belge Hendrik Vos, la retenue européenne observée jusqu'ici sur la situation en Espagne est liée "au fait que Mariano Rajoy est membre du Parti populaire européen (PPE)" majoritaire au Parlement européen et dont est membre le président de la Commission, Jean-Claude Juncker.

Catalogne : « Le spectre du franquisme plane au-dessus des discordes »

Alors que nombre de Catalans se définissent comme « autant Catalan qu'Espagnol », les violences de la police lors du référendum vont accroître la légitimité de la proclamation d'indépendance, prévoit le politiste Jordi Gomez, dans une tribune au « Monde ».

LE MONDE | 03.10.2017 à 11h30 • Mis à jour le 03.10.2017 à 11h31 | Par Jordi Gomez (Politiste, docteur en science politique de l'université Paris-II)

Tribune. Les conditions dans lesquelles s'est déroulé le référendum d'autodétermination de la Catalogne, dimanche 1^{er} octobre, rendent problématique l'interprétation des résultats mais ceux-ci importent moins que les conséquences politiques et sociales des actions coercitives menées par le gouvernement. Dans le conflit qui l'oppose aux dirigeants catalans, le chef du gouvernement a en effet pris la responsabilité d'actionner un ultime levier : le déploiement de la force coercitive.

Le passage des discours aux actes s'est traduit par des formes d'exercice autoritaire du pouvoir inédites depuis la fin du franquisme : la répression policière a insensiblement déplacé sa cible des institutions politiques vers la population. Au-delà des tenants du projet indépendantiste, il semblerait qu'aujourd'hui la société catalane dans son ensemble condamne Madrid d'entraver les libertés fondamentales et de saper les fondements du principe démocratique. S'est logé dans la mentalité collective le sentiment que la politique gouvernementale est une rémanence du régime dictatorial, que son leader est l'épigone du Caudillo : le spectre du franquisme plane au-dessus des discordes.

Jusqu'ici, une forme d'esprit pacifique n'a cessé d'envelopper symboliquement les manifestations publiques. En refusant de se livrer à l'affrontement avec les forces de l'ordre, la société catalane a fait preuve de maturité démocratique et a gagné la bataille de la communication : les médias européens ont relayé l'image d'une foule scandant des slogans et portant à bout de bras des pancartes comme réponse civique aux atteintes aux biens et aux personnes commises par l'Etat.

« Aider la Catalogne à voter, c'est aider la démocratie »

Dans une tribune au « Monde », l'écrivain Joan-Lluís Lluís estime que le référendum reste la meilleure solution pour régler les différends entre Barcelone et Madrid.

LE MONDE | 29.09.2017 à 09h37 • Mis à jour le 30.09.2017 à 16h04 | Par Joan-Lluís Lluís (Ecrivain d'expression catalane)

Tribune. [...] Existe-t-il un différend sur la question de l'indépendance de la Catalogne entre, d'une part, les institutions catalanes et, d'autre part, les institutions espagnoles ? Bien sûr. Est-il envisageable de résoudre ce différend par un biais qui ne soit pas strictement démocratique ? Bien sûr que non. Y a-t-il un outil de résolution de différends territoriaux plus légitime, plus démocratique, plus pacifique et plus limpide que le référendum ? Bien sûr que non.

« Tous les sondages montrent qu'entre 70 % et 80 % de la population désire s'exprimer par ce biais »

Depuis les trente dernières années ont eu lieu une cinquantaine de référendums d'indépendance dans le monde, parfois à la suite d'un accord entre le territoire susceptible de devenir indépendant et le gouvernement du pays d'origine, parfois de façon unilatérale. Le référendum est donc un outil à la fois banal et approprié, qu'il serait tout à fait légitime d'utiliser en Catalogne, où tous les sondages montrent qu'entre 70 % et 80 % de la population désire s'exprimer par ce biais.

En outre, depuis plusieurs années, les indépendantistes, au pouvoir en Catalogne, ont toujours cherché à négocier un référendum avec le gouvernement espagnol, sans succès. Leur décision d'organiser un référendum unilatéral vient exclusivement du fait que ce référendum faisait partie de leur programme électoral, et du refus constant du gouvernement espagnol de s'asseoir à une table de négociation, à l'instar de ce qu'ont fait, il n'y a pas si longtemps, les indépendantistes écossais et le premier ministre britannique.

Le gouvernement et le Parlement espagnols, pour s'opposer au vote démocratique des Catalans, s'arc-boutent...

La Catalogne, décolonisation ou dénationalisation ?

Par [Pierre Singaravélou, Professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne](#) —

4 octobre 2017 à 20:56

La volonté indépendantiste de la région espagnole marque l'essoufflement de l'Etat-nation et l'appétence des peuples d'un modèle politique plus local.

Dans la crise de la monarchie espagnole, Carles Puigdemont, président de la Généralité de Catalogne, a affirmé à plusieurs reprises que sa région était une «*colonie de l'Espagne*», et ses partisans ont mobilisé la rhétorique de l'occupation. Le gouvernement madrilène a choisi une forme spécifique de répression judiciaire et policière avec l'arrestation de responsables politiques et le blocage des comptes de la région. En outre, les mots de Mariano Rajoy dimanche - «*Il n'y a pas eu de référendum d'autodétermination*» - résonnent étonnamment en écho à «*L'Algérie, c'est la France*», formule assenée par François Mitterrand le 1^{er} décembre 1954, alors que la réalité de la crise algérienne n'était déjà plus contestable.

Tout dans le vocabulaire des protagonistes semble renvoyer aux processus de décolonisation des années 40 et 60. A tel point que, le 11 septembre, le porte-parole du gouvernement, Iñigo Méndez de Vigo, a dû tenter lui-même de «décoloniser» les termes du débat : «*La sécession est un droit reconnu dans les années 60 pour les situations coloniales. J'espère que Puigdemont et Junqueras [vice-président du gouvernement de Catalogne] ne considèrent pas que la Catalogne se trouve dans une situation coloniale.*»

Machine de guerre

Et pourtant, la question est moins de savoir si la Catalogne se trouve dans une situation coloniale que d'observer un processus de délitement des Etats-nations. C'est sur ce point que l'histoire du fait impérial mérite d'être convoquée. Aux XIII^e et XIV^e siècles, ce sont justement les Catalans qui conquièrent les îles Baléares, le royaume de Valence, la Sicile et la Sardaigne, et fondent un vaste empire méditerranéen. Il y a à peine plus d'un siècle, de nombreux entrepreneurs catalans, à l'instar des Corses et des Ecosseis dans les Empires français et britannique, ont participé à l'aventure impériale espagnole, notamment à Cuba avec l'illustre Facundo Bacardi, fondateur de la distillerie éponyme.

Ces expériences ultramarines ont-elles favorisé l'émergence de l'indépendantisme dans ces différentes régions européennes ? Quoi qu'il en soit, en 1898, la perte de la très riche île des Caraïbes au profit des Etats-Unis prouve déjà aux yeux des indépendantistes l'affaiblissement de l'Etat central, transformé ensuite par le franquisme en véritable machine de guerre contre la langue et la culture catalanes entre 1939 et 1977.

Toutefois, la position actuelle de la Catalogne dans l'économie espagnole relativise la dimension coloniale de la situation tout autant qu'elle éclaire la force du mouvement indépendantiste. Le PIB par habitant et le taux d'emploi placent encore la Catalogne au sommet de l'économie espagnole, aux côtés de Madrid, du Pays basque et de la Navarre. Les seuls territoires colonisés où le niveau de vie était supérieur à la moyenne métropolitaine - le Canada et l'Australie par rapport à la Grande-Bretagne à partir de la fin du XIX^e siècle - n'étaient alors plus des «possessions», mais des partenaires essentiels de la puissance coloniale.

La probable déclaration d'indépendance de la Catalogne, si elle n'a pas grand-chose à voir avec les «autodéterminations» du mitan du XX^e siècle, illustre peut-être en revanche l'avènement d'une nouvelle ère post nationale. L'Etat-nation n'aurait été qu'une courte parenthèse dans l'histoire politique de l'humanité, dominée pendant des siècles par les cités-Etats, les royaumes composites et des empires multiculturels. La forme stato-nationale ne s'est imposée en Europe et en Amérique qu'à partir du XIX^e siècle, et dans le reste du monde après la Seconde Guerre mondiale. Il faut même attendre 1962 et la perte de l'Algérie pour que la France devienne véritablement un Etat-nation, comme nous le rappelle malicieusement l'historien Frederick Cooper.

Au lendemain des décolonisations, des années 60 au milieu des années 80, les élites politiques européennes ont cru à l'avènement de la fin de l'histoire sous la forme inédite d'un face-à-face plus ou moins négocié entre les Etats-nations et le marché... Mais l'intensification de la mondialisation économique et culturelle, avec son lot de dérégulation, ainsi que la faillite de l'Europe politique ont bouleversé cet équilibre précaire en suscitant un nouveau besoin d'identité collective, de proximité, et de démocratie, réponse aux échecs de l'Etat-nation face au marché global.

Aspiration massive

L'allocution du roi Felipe VI, autant que la réaction disproportionnée du gouvernement Rajoy, montrent que les nations européennes peinent à proposer une perspective politique à leurs citoyens. La question est sans doute moins de fixer de nouvelles frontières que d'influer plus efficacement sur un destin politique commun, mais à une échelle différente.

La question catalane interpelle aujourd'hui tous les Etats-nations européens, qui naguère entendaient imposer leur modèle dans leurs colonies et désormais ont de grandes difficultés à le faire vivre sur leur propre territoire. Trouveront-ils des solutions concrètes pour répondre à l'aspiration massive résumée par la formule forgée en 1972 par le biologiste René Dubos «*penser global, agir local*»? La Catalogne indépendante aura peut-être, elle-même, dans quelques années, à affronter les velléités indépendantistes de la comarque semi-autonome du Val d'Aran, de langue occitane...

LE MONDE | 05.10.2017



**Le Pays
basque
observe avec
intérêt et
prudence la
situation en
Catalogne**

Mi-septembre, plus de 30 000 personnes se sont rassemblées à Bilbao pour apporter leur soutien au référendum convoqué par le gouvernement catalan.

Le Pays basque jouit d'une plus grande autonomie que la Catalogne. « *Le Pays basque est sûrement la région qui a le plus de pouvoir en Europe*, explique Gorka Landaburu, directeur du mensuel espagnol *Cambio 16* et expert sur le sujet basque. *Ils ont notamment ce qu'on appelle le "concierto economico" qui permet au gouvernement basque de récolter et de gérer leur propre impôt. Ils sont autonomes par rapport à Madrid grâce à cela. Et ils gèrent aussi leur police, l'école, la santé... ».*

Mais son absence de volonté d'indépendance n'empêche pas le gouvernement basque, géré par le Parti nationaliste basque (PNV, modéré) avec le soutien du Parti socialiste basque (branche régionale du PSOE), de réclamer plus de compétences vis-à-vis de l'Etat espagnol (gestion des prisons, de la Sécurité sociale, etc.). En position de force face au premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, qui a besoin des voix des députés du Parti basque pour obtenir la majorité au Parlement, le président du PNV, Iñigo Urkullu, privilégie le dialogue avec Madrid.

Après les images des violences policières du dimanche 1^{er} octobre et la réponse ferme de Madrid face aux indépendantistes catalans, les cinq députés du PNV ont d'ailleurs annoncé qu'ils ne voteraient pas, pour le moment, le budget 2018, empêchant M. Rajoy d'avoir une majorité. [...]

Et pour MM. Landaburu et Massias, professeur de droit public à l'université de Bayonne, contenir les volontés d'indépendance des Basques et des Catalans passe par leur accorder plus d'autonomie, par la voie d'une révision de la Constitution, mise en place à la suite de la mort de Franco en 1975. « *Il faut revoir et moderniser la Constitution pour donner plus d'autonomie aux régions* », avance Gorka Landaburu. Jean-Pierre Massias se fait plus précis : « *L'Espagne va sûrement devoir évoluer vers un système fédéral avec des nations, et non plus des nationalités, comme en Grande-Bretagne*, estime M. Massias. *Mais l'Espagne aurait dû le faire bien avant.* » Pour le professeur de droit public, cette évolution permettrait ainsi « *de donner un espace d'expression et d'identité plus important aux nationalistes* ».

Et si la sécession de la Catalogne était une bonne nouvelle pour l'Europe?

Ferghane Azihari — 01.10.2017 - 10 h 01, mis à jour le 02.10.2017 à 9 h 26

La grande peur des États-nations

Les États-nations européens semblent, depuis la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, montrer une solidarité indéfectible quand il s'agit de lutter contre leurs régionalismes respectifs. Ces soutiens ne sont évidemment pas désintéressés. Les États européens puisent leur légitimité dans une idéologie commune, le nationalisme, qui s'est imposée tout au long du XIX^{ème} siècle de manière laborieuse. Selon cette idée, seule l'existence d'une nation indivisible justifie le monopole du pouvoir politique sur un territoire donné.

[Les travaux d'Anne-Marie Thiesse](#) l'attestent: la construction des légitimités nationales s'est faite dans un contexte historique et géopolitique commun, tissant paradoxalement des interdépendances étroites alors qu'elles étaient à l'origine destinées à être rivales. La contestation de la légitimité d'un État-nation est désormais susceptible d'avoir un écho au-delà de ses frontières. C'est pourquoi les gouvernements européens sont attentifs à ce qu'il se passe chez leurs voisins, inquiets de voir leurs propres séparatismes se galvaniser sous l'effet d'une «contagion» autonomiste.

Si l'Union européenne se refuse officiellement à interférer avec ces revendications, elle ne ménage pas ses efforts, en pratique, pour les décourager. Ainsi, pendant la campagne sur le référendum écossais en 2014, la Commission européenne a rappelé qu'une sortie de l'Écosse du Royaume-Uni entraînerait de fait son exclusion de l'Union, une ré-adhésion étant quasi impossible : l'unanimité est nécessaire pour l'entrée d'un nouveau membre. Difficile d'imaginer un État désavoué parrainer une ex-région rebelle. La plupart des États d'Europe occidentale font face à des mouvances autonomistes plus ou moins fortes (Flandre, Corse, Pays-Basque, Catalogne, Padanie...): laisser transparaître le moindre signe de complaisance vis-à-vis d'une autre province pourrait s'avérer fatal.

Les constitutions contre le peuple?

À défaut d'arguments convaincants, les unionistes des États contestés se contentent de marteler des pétitions de principe sous couvert d'une prétendue rigueur juridique et constitutionnelle. Seul l'État souverain serait habilité à autoriser un référendum d'auto-détermination en vertu des dispositions constitutionnelles propres à celui-ci. Toute consultation unilatérale doit dans ces conditions être réprimée. Voilà l'unique argument de Madrid pour garder le contrôle d'une région qui représente un cinquième de la richesse espagnole et un sixième de sa population. Un dévoiement de la tradition constitutionnelle occidentale...

[Le franco-suisse Benjamin Constant](#) l'a expliqué, les constitutions sont «*des actes de défiance*» envers le pouvoir, limitant l'arbitraire des gouvernements pour préserver l'autonomie des citoyens. Une constitution qui justifie la répression d'un référendum d'auto-détermination devrait donc probablement être réécrite. En ce sens, la reconnaissance d'un droit de sécession unilatérale - forme ultime de défiance à l'égard du souverain - est indispensable à un régime qui se dit respectueux des principes constitutionnels.

Cette reconnaissance est d'autant plus fondamentale que les États modernes ne cessent de se réclamer d'un contrat social pour justifier leur autorité. Chaque communauté politique serait le fruit d'une libre-adhésion de sociétaires désireux de préserver leurs intérêts d'une manière plus efficace que dans un état de nature. Or cette liberté d'association n'existe précisément que si les citoyens disposent du droit de révoquer leur appartenance à une communauté politique, et ceci indépendamment de l'avis des autres membres du groupe. Autrement, le « contrat » social ne serait rien d'autre qu'une fiction mensongère.

L'Union européenne offre un exemple tout à fait classique de ce qui constitue un contrat d'association. Un État-membre est libre de se séparer unilatéralement de l'Union s'il estime que ses intérêts ne sont plus pris en compte. Il n'existe aucun argument rationnel pour affranchir les États des mêmes exigences contractuelles au bénéfice des citoyens et des collectivités territoriales. Cette volonté de consacrer dans la gouvernance publique une forme de libre-affiliation au même titre que n'importe quelle association privée n'est pas nouvelle dans la philosophie politique. Elle a donné lieu à un courant de pensée qui se nomme la panarchie, auxquels peuvent se rattacher

des penseurs divers et variés comme [le libertaire Pierre-Joseph Proudhon](#) ou encore [le libéral Gustave de Molinari](#).

Small is beautiful

Reste que cette approche contractuelle effraie. Elle abolit la figure de l'État-nation unitaire au profit d'une balkanisation du continent européen. Le scénario est en effet envisageable. La consécration d'un droit de sécession en Catalogne et ailleurs réveillerait très probablement les vieilles mouvances régionalistes que la mode centraliste du XIX^{ème} siècle a cru pouvoir enterrer si facilement. Mais une telle évolution ne serait pas dramatique, à condition toutefois d'admettre que l'État-nation n'a pas à être sanctifié. **Comme toute construction politique, il n'est que le fruit d'un accident de l'histoire et ne constitue pas l'horizon indépassable de l'organisation de la vie sociale.**

C'est la raison pour laquelle le morcèlement politique de l'Europe, tant redoutée par les unionistes de tous bords, ne révélerait aucune décadence. Une littérature politique abondante explique comment la fragmentation politique a toujours été le moteur de la civilisation européenne. L'historien de l'économie Joel Mokyr, auteur d'un récent ouvrage très commenté dans la presse anglophone, impute par exemple la créativité philosophique et technologique de l'Europe à la concurrence réglementaire et fiscale qui a longtemps découlé de la division du vieux continent en petites unités politiques et territoriales.

Cette apologie du «*small is beautiful*» est certes contre-intuitive à l'heure où beaucoup, dont Emmanuel Macron, assimilent la mondialisation au besoin de se doter d'un cadre politique toujours plus centralisé à l'échelle internationale pour répondre aux défis contemporains. Un rapide coup d'œil sur les pays qui tirent leur épingle du jeu mondialisé (Suisse, Hong-Kong, Singapour, Nouvelle-Zélande, Luxembourg...) suffit à écarter l'importance du facteur taille sur le rayonnement d'un pays pour peu que celui-ci se dote d'une économie ouverte. Que les unionistes en Espagne et ailleurs se rassurent. Les indépendantismes ne signent donc pas la fin du rêve européen. En se débarrassant des lourdeurs de l'État-nation, ils sont la condition sine qua non de sa résurrection.

Ferghane Azihari

Liste des votes du parlement catalan annulés par le Conseil Constitutionnel espagnol

"La Catalogne est un pays où le Parlement crée une taxe sur les banques et où le Tribunal Constitutionnel [espagnol] l'invalide.

La Catalogne est un pays où le Parlement fait une loi pour protéger les citoyens qui ont été abusés par des hypothèques frauduleuses et où le Tribunal Constitutionnel l'invalide.

La Catalogne est un pays où le Parlement légifère pour garantir que les familles pauvres aient la lumière, l'eau et le gaz pendant les mois d'hiver, ce que le Tribunal Constitutionnel invalide.

La Catalogne est un pays où le Parlement crée une taxe pour chaque appartement vide et veut consacrer ses recettes au loyer social et où le Tribunal Constitutionnel l'invalide.

La Catalogne est un pays dont le Parlement adopte des politiques d'égalité entre les hommes et les femmes que le Tribunal Constitutionnel invalide. [...]

La Catalogne est un pays dont le Parlement crée une taxe sur les centrales nucléaires (dont les recettes iraient à la protection de l'environnement) que le Tribunal Constitutionnel invalide.

La Catalogne est un pays dont le Parlement veut interdire le "fracking" (du gaz et pétrole de schiste), ce que le Tribunal Constitutionnel invalide.

La Catalogne est un pays où le Parlement légifère pour imposer un tarif aux opérateurs Internet pour soutenir la culture, ce que le Tribunal Constitutionnel invalide.

La Catalogne est un pays où le Parlement veut interdire les corridas, ce que le Tribunal Constitutionnel [espagnol] invalide."

Via Jih Wachill

Témoignage de Lluís Llach

"La crise en Catalogne, c'est l'échec absolu de la transition démocratique en Espagne"

Propos recueillis par Romaric Godin, à Barcelone | 08/09/2016



Lluís Llach est un chanteur devenu homme politique au service de l'indépendance de la Catalogne. Chanteur mythique de la résistance au franquisme devenu député indépendantiste catalan, Lluís Llach revient pour La Tribune sur la situation actuelle en Catalogne et sur son interprétation des origines de la crise.

Lluís Llach est une figure morale en Catalogne. Compositeur, auteur et chanteur, ses chansons ont incarné la résistance de la culture catalane au franquisme entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, notamment son titre [l'Estaca](#), hymne catalan de la résistance à la dictature.

En exil en France entre 1971 et 1976, il est revenu en Catalogne lors de la transition démocratique. A partir des années 2010, il s'engage en politique dans le camp indépendantiste. A 68 ans, il est depuis le 27 septembre 2015, député au parlement catalan pour la coalition indépendantiste Junts Pel Sí. A quelques jours de la Diada, la fête nationale catalane, le 11 septembre Lluís Llach livre à la Tribune ses réflexions sur la situation en Catalogne.

Vous avez présidé la Commission parlementaire d'étude sur le processus constituant catalan dont le rapport a été approuvé par le parlement le 27 juillet et qui inclut la possibilité d'un chemin unilatéral vers l'indépendance. Le dialogue avec Madrid n'est donc plus possible ?

Pour nous, l'unilatéralité devient un chemin obligé car l'Etat espagnol ne nous répond pas. Quoi que nous fassions, nous sommes dans l'unilatéralité puisque, depuis 2010, toutes nos demandes n'ont reçu que des réponses négatives, toutes nos propositions de négociations ont reçu une réponse judiciaire. Alors, malgré nous - et ce n'est pas du tout notre volonté - nous devons faire le chemin seuls vers l'indépendance.

Lorsque je me suis présenté aux élections, j'ai pris un engagement dès les premières lignes de mon programme : si nous gagnons, nous ferons du chemin vers l'indépendance et l'auto-détermination. Je suis élu et j'ai un mandat démocratique. Comme député, je suis obligé de respecter cet engagement.

Dans ce cas, un choc peut survenir entre la majorité parlementaire catalane et l'Etat espagnol ?

Si l'Etat espagnol ne change pas de tactique, s'il continue de répondre à un problème politique par le recours à la justice, alors oui, il y aura un choc. L'Etat espagnol n'est pas habitué à négocier, c'est traditionnel chez lui. Aucune colonie espagnole n'a été indépendante par la négociation, toujours par la force. Mardi encore, la procureure générale de l'Etat a menacé les institutions démocratiques catalanes. La présidente du parlement catalan, Carme Forcadell est maintenant menacée de destitution. Pourquoi ? parce qu'elle a autorisé un parlement à débattre sur un rapport parlementaire. Mais si un parlement ne peut pas débattre, à quoi sert-il ? Il y a un durcissement et je sais que cela ne va pas s'arrêter. Mais nous, nous sommes responsables devant nos électeurs. Et obligé de respecter notre mandat. Nous allons donc à un affrontement sérieux.

L'Etat espagnol prétend vouloir défendre la légalité...

Oui, ils se cachent toujours derrière la constitution. Mais cette constitution a été faite avec les fusils sur la table. Lorsque les Catalans l'ont accepté en 1978, ils avaient l'espoir qu'elle serait interprétée dans l'ouverture. Or, depuis trente ans, on assiste à une fermeture. 80 % du parlement catalan a accepté le Statut de 2006, ce Statut a été validé par référendum, même après avoir été réduit par Madrid, mais en 2010, le Tribunal Constitutionnel, formé de juges encartés au Parti populaire, a cassé ce statut en le dépouillant de l'essentiel. Pour la société catalane, un tel comportement est impossible.

Quelle est votre position face à l'Espagne ?

Je voudrais affirmer que nous ne sommes pas contre l'Espagne, nous sommes contre l'Etat espagnol. Pour nous, c'est impossible de nous confronter à l'Espagne. Mon grand-père est madrilène et les Catalans sont fortement liés à l'Espagne. Mais la vraie raison de la volonté d'indépendance, ce n'est pas le passé, c'est le futur. Nous ne sommes pas capables de voir notre avenir et celui de nos enfants dans un Etat tel que l'Etat espagnol. Certains en Espagne en sont aussi conscient et tentent de changer cet Etat, mais ils échouent. Nous, nous n'y croyons plus. Je suis le témoin direct qu'il est impossible de changer l'Espagne. Un jour, j'ai compris cela, j'ai compris

que c'était fini, qu'il fallait passer à autre chose et qu'il fallait s'échapper. Ce jour-là, je suis devenu indépendantiste.

Pensez-vous qu'il est encore possible que la majorité parlementaire renonce à son projet d'indépendance, qu'elle fasse marche arrière ?

Non, c'est tout à fait impossible. Maintenant, nous devons trouver un chemin vers l'indépendance et répondre aux attaques de l'Etat espagnol. Je sais que ce sera très difficile. Je connais les ressorts de l'Etat espagnol qui n'a pas hésité à mener une « sale guerre » contre les Indépendantistes en tentant de monter des affaires de corruption. Ce sera difficile, mais nous irons jusqu'au bout parce que nous avons un mandat démocratique et nous croyons avoir une majorité sociale. Mais toute marche arrière est exclue, nous n'en avons pas le droit.

La majorité sera-t-elle assez solide ?

L'unité de notre majorité est difficile parce que la pluralité est notre richesse, c'est notre patrimoine. Bien sûr, cela est souvent délicat et provoque des problèmes, mais nous sommes tous là, réunis, dans notre diversité autour du même but. Cette transversalité est notre richesse.

Le référendum unilatéral d'indépendance est-il une arme qu'utiliseront les Indépendantistes ?

C'est un des moyens, mais ce n'est pas le seul. Il y a beaucoup de chemins possibles. Nous devons d'abord préparer les institutions du nouvel Etat et il y a trois lois en préparation sur ce sujet. Le référendum reste sur la table, il faut voir s'il est possible et faisable. Mais je veux ajouter que si l'Etat espagnol refuse le référendum aujourd'hui, c'est bien parce qu'il a peur de le perdre. C'est bien parce que nous avons une majorité sociale.

Ce combat pour l'indépendance de la Catalogne, le vivez-vous comme la continuité de votre combat, jadis, contre le franquisme ?

Quand on luttait contre le franquisme, on luttait pour des conditions démocratiques minimales. Comme le disait l'écrivain Manuel Vázquez Montalban, la lutte était plus simple. En 1975-1978, lors de la transition démocratique, on a espéré que naîtrait un projet pour un futur où toutes les nations de l'Espagne pourraient se développer ensemble et dans la liberté. On espérait un futur joyeux. Ce projet a complètement raté et l'espoir a disparu. Et nous avons mis 30 ans à nous en rendre compte. Nous aussi, Catalans, nous sommes responsables de cela. La crise actuelle est une crise de l'Espagne, pas seulement de la Catalogne, et c'est l'échec absolu de la

transition démocratique. Et l'issue de cette crise sera difficile, pour nous Catalans, mais aussi pour les Espagnols.

Comment expliquer cet échec ?

L'administration espagnole est la même depuis des siècles, c'est celle des nobles et des latifundistes andalous devenus fonctionnaires, puis politiques et fonctionnaires. Tout cela est renforcé par le pantouflage. Cette oligarchie est un cancer qui mine l'Espagne depuis des centaines d'années. Dans les années 1970, on avait l'espoir de changer cette situation qui faisait de l'histoire de l'Espagne une suite de coups d'Etat et de guerres civiles. On n'y est pas parvenu parce que le parti socialiste avec Felipe González n'a pas assumé son rôle historique lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1981, celui de porter ce projet. Au contraire, on a eu la corruption, le terrorisme d'Etat, le népotisme, l'arrangement avec les élites franquistes. On n'a pas changé la police et la justice. On a maintenu le fonctionnement traditionnel de l'Etat. On a manqué le projet.

Mais pourquoi la Catalogne indépendante pourrait-elle éviter ces travers ?

C'est difficile à dire. Peut-être ne sera-ce pas le cas. Mais l'indépendance offre un espoir, une perspective. En ayant un nouveau pays, on peut faire mieux et construire une nouvelle république, ce que l'Etat espagnol n'est pas parvenu à faire.

Vous avez vécu votre exil en France, mais on juge souvent mal l'indépendantisme catalan dans l'Hexagone où il est perçu comme un égoïsme et un danger. Comment expliquez-vous cette vision ?

La France, comme Etat, a détruit l'identité des régions qui la composent. Mais elle l'a fait au nom des valeurs républicaines. Elle y a perdu beaucoup de richesses, mais elle y a gagné des valeurs progressistes. En Espagne, cette tentative de destruction s'est fait au nom des dictatures, des rois, de l'armée et des fascistes. Je comprends que la France nous perçoive négativement. Elle voit dans l'indépendance de la Catalogne une atteinte à ses valeurs fondamentales. Mais, comme je le disais à un ami français, si la République française se sent menacée parce que la langue corse sera enseignée dans les écoles en Corse, c'est que la République française est malade. Il faut que les Français comprennent que, en Espagne, annuler la diversité n'est pas possible. La France a commencé à détruire les diversités au treizième siècle, l'Espagne au dix-huitième. Elles sont plus vivantes. Je sais qu'il sera difficile de faire reconnaître la Catalogne indépendante par la France, mais je dois ajouter que, pourtant, nous serions un voisin très convenable pour elle.

Témoignage de Jordi Savall

"L'Espagne croit-elle pouvoir réduire au silence des millions de Catalans par la force ?"



Le musicien Jordi Savall, à Calais, le 16 avril 2016. (Yannick COUPANNEC / Leemage)

Dans le conflit qui oppose le gouvernement espagnol aux indépendantistes de Catalogne, le célèbre musicien catalan a épousé la cause des séparatistes. Il nous explique pourquoi.

EOBS

Sarah Halifa-Legrand Publié le [04 octobre 2017 à 16h23](#)

Que ressentez-vous aujourd'hui face à la grave crise que traverse la Catalogne ?

Je suis très triste. Dimanche dernier, Madrid nous a ramenés quarante ans en arrière. Je pense que sa réaction a provoqué une cassure très grave entre le gouvernement espagnol et la Catalogne. Je vous assure que la Catalogne ne sera plus jamais comme avant. Même si l'on peut invoquer tous les arguments que l'on veut contre le référendum illégal, traîner par terre des femmes âgées, traiter des citoyens sans défense avec une telle brutalité est absolument injustifiable.

Cette démonstration de violence révèle l'incapacité totale du gouvernement espagnol à accepter la différence, à accepter que l'on puisse se sentir appartenir à une autre culture. L'Etat espagnol nie la réalité. Il refuse de reconnaître qu'il y a un problème. Il nous ignore. Il ne parle pas aux Catalans. Il parle au reste des Espagnols.

Le gouvernement indépendantiste n'a-t-il pas aussi sa part de responsabilité dans cette escalade ?

Chaque partie à une part de responsabilité. Mais que peut-on faire quand l'interlocuteur avec lequel on demande à négocier refuse obstinément de discuter ? Le président catalan et la maire de Barcelone ont envoyé une lettre à M. Rajoy pour lui demander de parler ; ils n'ont jamais eu de réponse. Comment résoudre le problème ? Rajoy n'a jamais cherché de solution politique ; uniquement des solutions judiciaires. Sa seule réponse consiste à invoquer la loi. Mais si on devait encore respecter la loi, les esclaves seraient encore des esclaves, les femmes ne pourraient pas voter, les travailleurs n'auraient pas de droit. Les lois ne sont pas toujours justes et les sociétés les ont toujours fait évoluer pour les adapter. On ne peut pas invoquer la loi comme quelque chose d'immuable.

Comment expliquez-vous que le gouvernement espagnol refuse ainsi tout dialogue ?

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy reste dans la droite ligne de l'idéologie franquiste, qui reposait sur la construction d'une Espagne "una, grande y libre" ("une, grande et indépendante"). C'est ce qui nous a menés à la guerre civile. C'était déjà au nom de ce principe qu'il avait contesté devant le Tribunal constitutionnel le nouveau statut de la Catalogne élargissant son autonomie, "l'Estatut", qui avait pourtant été approuvé par les Catalans par référendum et accepté par le Parlement de Catalogne, le Congrès des Députés et les Corts, en 2006. Pourtant, il ne s'agissait là que d'actualiser le statut d'autonomie que la constitution de 1978 nous avait reconnu.

En 2006, les Catalans ne demandaient pas l'indépendance. Ils demandaient seulement à être reconnus comme une nation. Mais le Tribunal constitutionnel a dit non, la Catalogne n'est pas une nation, et il n'y a pas de citoyen catalan. Ce n'est pas la Catalogne qui a rompu le cadre du dialogue avec l'Espagne, c'est Madrid.

C'est en raison de cette incapacité du gouvernement espagnol à accepter notre différence que nous avons demandé à pouvoir voter. Nous voulions simplement savoir combien de personnes souhaitent rester dans l'Espagne dans ces conditions et combien veulent un statut différent, mesurer ce sentiment d'appartenance ou de séparation. Dans toutes les démocraties, il y a des gens qui ne pensent pas de la même manière. Il ne faut pas criminaliser les

opinions. En Catalogne, il y a des gens qui pensent à droite, des gens qui pensent à gauche, des gens qui pensent qu'on serait mieux dans une Catalogne libre, d'autres qui pensent qu'on serait mieux en restant en Espagne. Qu'y a-t-il de si mauvais à savoir ce qu'un peuple pense ?

Vous savez, à l'origine, je n'étais pas indépendantiste. Je suis un musicien qui se sent bien dans toutes les villes du monde où il y a de la musique. Mais ce refus de respecter l'attachement des gens à leur culture, ce refus de les laisser exprimer ce qu'ils ressentent m'a fait épouser cette cause. Je trouve inacceptable cette rigidité absolue et ce qu'elle produit. Est-ce que l'Espagne croit pouvoir réduire au silence des millions de Catalans par la force ?

Pourquoi les Catalans éprouvent-ils autant le besoin de revendiquer leur attachement à leur culture ?

Ce mouvement en Catalogne demande à écouter les êtres humains, à les remettre au centre de la politique. Les États sont des constructions politiques. Mais les gens font partie d'une culture. Écoutez-nous, nous voulons vivre dans une Europe qui respecte toutes les cultures, toutes les langues, toutes les manières d'être. C'est ce qui est écrit dans la Constitution européenne. Le grand problème de la Catalogne c'est que nous avons le sentiment que nous n'avons pas de place en Espagne. J'aime l'Espagne, je me sens bien dans de nombreuses parties de ce pays, j'aime la culture espagnole. Mais j'aimerais que l'on soit aussi reconnu, que l'on soit aussi respectés. Et ce n'est pas le cas.

"Il existe des solutions pour que la Catalogne se sente bien en Espagne".

Imaginez qu'un ministre de l'Education nationale espagnol appelle à "espagnoliser" les jeunes catalans. Lorsque j'étais enfant, j'ai été obligé de parler castillan à l'école. Sur mon certificat de naissance, il a fallu mettre "Jorge" et non "Jordi". Car porter un nom catalan était interdit. Avec la transition, nous avons enfin acquis ces droits élémentaires. Mais on voit bien que l'Espagne ne supporte toujours pas que nous affirmions notre différence.

Le catalan est une langue aussi ancienne que le français. Elle vient de la langue d'Oc, la langue des troubadours. Et pourtant on ne peut pas la parler dans le parlement espagnol ni même dans les tribunaux de Catalogne où l'on doit s'exprimer en castillan. Nous faisons partie d'une nation culturelle très ancienne. Et nous demandons que cette idée soit respectée. Ce n'est pas une

question de populisme, ou d'argent comme on l'entend parfois. C'est une question de dignité et de reconnaissance.

Vu l'impasse dans laquelle se trouve la Catalogne, êtes-vous favorables à ce que le gouvernement catalan déclare l'indépendance unilatérale, au risque de plonger l'Espagne tout entière dans l'inconnu ?

Je vous répondrais par une autre question : que peut-on faire quand, de l'autre côté, il y a une barrière absolue ? Que peut faire le gouvernement de la Catalogne ? Imaginez que la Catalogne et l'Espagne forment un couple. Pensez-vous qu'un couple puisse trouver une manière de vivre ensemble s'ils ne parviennent même plus à se parler ? Qu'a fait le gouvernement anglais quand les Ecossais ont voulu leur indépendance ? Il ne les a pas réprimés, il leur a dit : "Ne partez pas, on va vous faire des propositions pour que vous vous sentiez mieux avec nous." En Espagne, on nous a répondu en menaçant de nous jeter en prison puis en lançant sur nous les forces de police. La seule possibilité qu'il nous reste est de dire : puisque nous ne pouvons pas dialoguer, nous prenons le chemin le plus difficile, même si ce n'est pas celui que nous aurions voulu prendre.

Ensuite, je ne sais pas ce qui se passera. Je pense qu'on ne trouvera une solution que si on a une médiation, qui demande à l'Espagne de s'asseoir et de discuter. Cela fait longtemps que l'Europe aurait dû jouer ce rôle-là. Je ne comprends pas qu'elle ferme les yeux. C'est probablement parce qu'elle est entre les mains de partis majoritairement de droite, qui n'ont pas de sensibilité pour le type de revendications portées ici.

Malheureusement, en France je vois qu'Emmanuel Macron n'est pas très sensible non plus à ces questions, pour la raison évidente que la France jacobine a elle-même œuvré à étouffer les différentes cultures présentes sur son territoire, à les franciser. Mais si l'Europe n'intervient pas, elle commettra une faute très grave.

LOBS

Propos recueillis par Sarah Halifa-Legrand, journaliste

Témoignage de David Grosclaude

L' España « canta catalan »/L'Espagne « chante catalan »

PUBLIÉ LE 11 OCTOBRE 2017

par David Grosclaude

**Lo dia de l'anóncia
deu referèndum
(Fòto Generalitat de
Catalonha, Ruben Moreno
Garcia)**



J'expliquerai un peu plus loin ce titre qui peut paraître énigmatique ; mais d'abord je veux saluer l'événement qui s'est déroulé ce mardi 9 octobre au parlement de Catalogne.

C'est évident que certains sont déçus par la décision de suspendre la déclaration d'indépendance de la Catalogne, une minute après l'annonce de la création de la République, pour laisser la porte ouverte au dialogue et surtout afin de faire baisser la tension.

Je salue la décision du gouvernement de Catalogne et de son président. C'était la seule possible dans la situation créée et voulue par le gouvernement de Madrid. Le 10 octobre restera sans aucun doute une date dans l'histoire. Elle sera étudiée par les historiens comme un événement qui aura secoué l'Europe. L'histoire s'écrit parfois avec tranquillité tout en prenant en compte l'inintelligence de l'adversaire surtout quand celle-ci peut se transformer en réaction violente.

Je ne ferai pas de culte de la personnalité en saluant l'action de Carles Puigdemont, parce que je suis convaincu que ses décisions sont le produit d'une réflexion collective et que chaque mot qu'il a prononcé depuis le référendum a été pesé par une équipe gouvernementale aidée par un certain nombre de conseillers. Puigdemont a eu le courage d'être la voix qui portait le message.

Depuis la décision annoncée d'organiser le référendum jusqu'à la déclaration de mardi au parlement de Catalogne en passant par le « Aixi no Majestat ! » (pas comme cela, Majesté), les autorités catalanes ont fait preuve d'un sens politique qu'il faut saluer. Je ne suis pas sûr que, en d'autres temps et sous d'autres cieux, la volonté d'éviter la violence aurait été aussi grande. Il est vrai que cela a été possible grâce à la patience, la sérénité et la détermination des citoyens catalans, que j'ai pu constater sur place lors du vote du 1^{er} d'octobre.

David Grosclaude (au centre) devant un bureau de vote en Catalogne le 1er octobre 2017, comme "visiteur international". On voit à droite François Alfonsi ancien député européen.



Il est évident que la déclaration devant le parlement de Catalogne vient contrarier quelque peu l'idée que l'histoire s'écrit avec de grands matins et de grands soirs. J'ai vu passer un message d'une militante qui n'avait pas ouvert sa bouteille de Cava pour fêter l'événement ; elle demandait combien de temps il se conserverait au réfrigérateur. Sans doute bien plus que le temps qu'il faudra pour dénouer la question catalane. Quant aux grands matins ou aux grands soirs ce sont des légendes qui remplissent les livres d'histoire. L'histoire s'écrit parfois tranquillement et c'est seulement en se retournant, une fois les choses accomplies, que l'on peut évaluer le chemin parcouru. Le temps pour cela viendra.

En attendant, mardi la Catalogne était au centre des préoccupations médiatiques du monde entier. Un millier de journalistes venus de partout assistait à une séance plénière du parlement de Catalogne. C'est une victoire immense des Catalans.

Mais une victoire se bâtit aussi avec les erreurs de l'adversaire et celui-ci en a fait plus d'une. D'abord il s'entête depuis des années à nier le droit des catalans à faire évoluer leur statut d'autonomie. Puis il y a le président du gouvernement espagnol et ses ministres qui n'ont cessé de dire que le référendum ne pourrait pas avoir lieu. Puis il y a les actions menées contre les responsables de la Generalitat, quelques jours avant le vote ; puis il y a les images du 1^{er} octobre où les matraques répondaient aux bulletins de vote.

Il y a eu aussi l'instrumentalisation de la couronne avec la prise de parole catastrophique du roi. Enfin, il y a eu, et il y a encore, ces déclarations ou plutôt ces incantations de responsables du gouvernement espagnol qui affirment que la loi de transition votée par les Catalans ainsi que le référendum « n'ont jamais existé ». Soraya Saenz de Santamaría, vice-présidente du gouvernement de Rajoy, a oublié qu'il ne s'agit pas de pratiquer un exorcisme mais d'une réalité politique qui demande une posture autre que l'incantation.

Je ne sais pas ce qui sortira de cette situation.

Mais quoi qu'il arrive je veux garder en tête les paroles d'un député du parlement de Catalogne, mille fois reprises quand il était chanteur et qui disent : « si la lluita és sagnant serà amb vergonya de la sang » (si la lutte se fait dans le sang ce sera avec la honte du sang). Ce sont des paroles de la chanson de Lluís Llach. Hier il a fait partie des députés qui ont signé la déclaration d'indépendance. Et c'est de la honte dont il parle qu'il faut se protéger. Il n'y a rien de glorieux à tremper les drapeaux dans le sang, que ce soit le sang de son propre peuple ou dans le sang de son adversaire... Cela n'est bon que pour quelques livres d'histoire écrits par ceux qui se pensent victorieux pour l'éternité ou pour quelques hymnes écrits en des temps révolus.

Il n'est pas certain que le gouvernement espagnol veuille discuter, c'est même improbable, plus qu'improbable. Les propos tenus ce jour devant le Congrès des députés à Madrid montrent que le gouvernement de Madrid veut bien dialoguer mais il ne le fera qu'à la condition qu'on ne touche pas à la constitution de 1978. Donc il ne veut pas dialoguer.

Mais s'il y a une occasion de donner la possibilité à quelques intelligences de se faire entendre parmi les déclarations espagnolistes de ces jours derniers, cette occasion il ne faut pas la rater.

Je ne suis pas un fétichiste de l'indépendance. Je n'ai aucune leçon à donner aux Catalans. Ce sont leurs affaires. S'ils veulent l'indépendance je ne vois pas au nom de quoi je pourrais leur dire qu'ils ont tort ou raison. À eux de décider. Mais avec la voie d'apaisement que semble vouloir suivre le gouvernement catalan, il apparaît que cela permet de préserver des choses qui nous concernent, nous qui vivons en dehors de la Catalogne mais dans la même Europe. Justement il faut préserver l'idée européenne, ainsi que la paix. Si je ne suis pas un fétichiste de l'indépendance je ne le suis pas non plus pour ce qui est de l'État-nation. Nous avons à inventer autre chose, quelque chose de neuf. Face aux défis auxquels doit se confronter l'humanité dans les années qui viennent c'est nécessaire. Tout cela donne certes le vertige aux dirigeants des états-nations incapables de penser un autre monde. Cela explique leur fébrilité.

J'avais promis d'expliquer le titre de cet article. En feuilletant un dictionnaire occitan j'ai trouvé tout à fait par hasard, une expression qui dit « cantar catalan » (chanter catalan). C'est, selon ce dictionnaire une expression utilisée en Provence pour désigner le son que fait un objet fêlé, fendillé. Alors oui l'Espagne « canta catalan », elle « chante catalan ». Cette expression, qui sans doute était moqueuse, prend aujourd'hui un sens politique inattendu. Les accusations d'avoir créé « la fractura » en Catalogne se retournent maintenant vers le gouvernement de Madrid. Je ne vois pas comment le problème pourrait se régler autrement que par un divorce par consentement mutuel. Ou alors ce serait par « la vergonya de la sang », ce que personne ne peut souhaiter. L'Espagne d'aujourd'hui « canta catalan ». Cela ne fait aucun doute.

**Caricature résumant la position de Rajoy
chef du gouvernement espagnol
par rapport aux réalités catalanes**



Traduction: "Le référendum n'a pas eu lieu".
"La police n'a réprimé personne".
"Je n'existe pas..."

"La diabolisation des Catalans s'avère inutile et injuste"

Dans une tribune au « Monde », le professeur d'histoire Nicolas Marty estime que le débat soulevé par les velléités sécessionnistes catalanes conduit de nombreux commentateurs à présenter une image fautive de la situation.

LE MONDE | 12.10.2017 à 09h56 • Mis à jour le 12.10.2017 à 10h21 | Par Nicolas Marty (Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Perpignan Via Domitia)

Tribune. Le référendum catalan du 1er octobre et la déclaration d'indépendance, le 10, immédiatement suspendue par le chef du gouvernement de la communauté autonome, Carles Puigdemont, ont suscité une forte médiatisation en France. Si quelques voix mesurées et nuancées ont pu se faire entendre, l'énorme majorité des prises de position développe un argumentaire dont nombre d'éléments tiennent peu compte de la réalité.

Le référendum n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages. Cette crise était prévisible. Elle s'appuie sur la convergence entre un sentiment profond de la société catalane et un ensemble de faits récents.

La Catalogne se considère très largement comme une nation. Mais ce n'est pas un nationalisme borné et chauvin. Les Catalans sont des gens ouverts sur le monde, très favorables à l'Union européenne (UE) ; **ils ne défendent en aucun cas un nationalisme de puissance, mais plutôt un nationalisme d'existence.**

La force de ce phénomène a été décuplée par une séquence politique qui, depuis 2010, a vu le gouvernement espagnol enchaîner une invraisemblable succession d'humiliations et de manifestations d'autoritarisme.

Modération, esprit de nuance

Le nouveau statut d'autonomie de 2006, négocié avec l'Etat central, voté par les Parlements et ratifié par référendum, a été annulé en 2010. Les décisions qui ont suivi ont été invariablement hostiles à la Catalogne.

L'intransigeance, le caractère jusqu'au-boutiste des dirigeants catalans est le résultat direct de cette incroyable séquence. Appliquer l'article 155 de la constitution espagnole, c'est-à-dire suspendre de fait l'autonomie catalane,

comme l'a proposé le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy au sortir du conseil des ministres extraordinaire du 11 octobre, ne serait qu'une étape de plus dans ce processus.

Non, les indépendantistes catalans ne sont pas des extrémistes. Le mouvement indépendantiste catalan occupe un spectre très large du champ politique. Convergència democràtica de Catalunya (CDC), qui dispose du plus grand nombre de députés est un parti démocrate-chrétien. Il s'est allié pour le scrutin de 2015 avec un vieux parti républicain de centre gauche, l'Esquerra republicana catalana (ERC). Les deux se sont associés, pour avoir une majorité indépendantiste au Parlement catalan, avec un parti d'extrême gauche, la Candidature d'unité populaire (CUP). Mais la CUP ne représente que 8 % des voix de 2015 contre 40 % pour l'alliance CDC-ERC.

Faut-il insister sur le fait que des personnes universellement appréciées pour leur modération, leur esprit de nuance, leur engagement pour la paix comme le musicien et chef d'orchestre Jordi Savall, le coureur Kilian Jornet ou l'entraîneur de football Pep Guardiola, sont indépendantistes et le font savoir ?
Négocier un « pacte fiscal »

Non, les indépendantistes catalans ne sont pas extrémistes. En suspendant immédiatement l'indépendance après l'avoir proclamée, suivant ainsi l'exemple slovène de 1991, M. Puigdemont et le gouvernement catalan ont montré qu'ils n'étaient pas otages de la CUP, qui elle, voulait une application immédiate sans négociation.

Non, l'explication par l'égoïsme n'est pas sérieuse. La Catalogne est contributeur net de l'Espagne à hauteur de 16 milliards d'euros par an. Pourtant, il est extrêmement rare d'y entendre des discours hostiles aux régions moins développées de la péninsule ibérique. L'essentiel du mécontentement se focalise surtout sur un lourd déficit d'investissements de l'Etat espagnol en Catalogne.

Après 2010, les autorités catalanes ont cherché à négocier un « Pacte fiscal », signifiant être responsable de sa fiscalité. A charge pour elle de négocier avec Madrid le montant qu'elle souhaite transférer à l'Etat. Cette demande a été refusée.

Doit-on insister sur le fait que personne n'a encore, à ce jour, entendu une explication rationnelle expliquant pourquoi la Catalogne n'a pas le droit de bénéficier d'un tel dispositif, alors qu'il a été accordé aux Basques et aux Navarrais ?

Stigmatisation

L'égoïsme apparaît par ailleurs comme une notion parfaitement réversible. Qui est égoïste ? Ceux qui veulent partir, ou ceux qui s'opposent à ce départ pour des raisons budgétaires ? Est-il égoïste de prendre le risque, totalement assumé, de voir partir un certain nombre de grandes entreprises dont les sièges sociaux étaient jusqu'à présent situés en Catalogne ?

Enfin, il faut dire ici que le territoire qui souhaite sortir d'un Etat constitué est toujours stigmatisé : soit par ce qu'il est trop riche, soit par ce qu'il est trop pauvre. On le voit, l'égoïsme, si souvent mobilisé, ne mène pas très loin pour comprendre ce qui se passe.

Non, le thème d'une la majorité silencieuse, hostile à l'indépendance, n'est pas tenable. C'est le dernier élément mobilisé pour démonétiser à peu de frais les indépendantistes catalans. Mais qui est responsable du silence de cette supposée majorité, sinon ceux qui ne veulent absolument pas la voir voter, c'est-à-dire l'Etat espagnol ?

Faire le compte de ceux qui veulent rester en Espagne et de ceux qui veulent en partir, n'est-ce pas exactement ce que demande Barcelone depuis 2010 ? Le gouvernement de M. Puigdemont, doit-on le rappeler, a été élu aux élections de 2015 avec une très forte participation (75 %).

Ne pas nier les réalités

Considéré comme illégal dès le départ par l'Espagne, le vote du 1^{er} octobre s'est déroulé dans des conditions très difficiles. Il aboutit à une participation de 42 %. Mais en cas de vote négocié avec Madrid, la supposée « majorité silencieuse » s'exprimerait-elle ? Rien n'est moins sûr.

Les élections, dans le pays, réunissent en général entre 50 % et 70 % de participation. Il est donc parfaitement faux de tableur sur un taux de 100 %. La majorité silencieuse n'est en réalité que pour partie unioniste, elle est surtout

abstentionniste. En somme, il est possible d'être hostile à l'indépendance de la Catalogne, pour de nombreuses raisons. Il est possible d'être pris de vertige en voyant un vieil Etat vaciller.

Mais une chose est sûre, nier les réalités ne pourra jamais aider à trouver les bonnes solutions. Celles-ci passent par une négociation sur la place que peut tenir la Catalogne considérée comme une entité crédible, au sein d'un ensemble ibérique complètement repensé dans le cadre de l'UE.

SOCIETAT

CALELLA - 2 octobre 2017 18.33 h

L'Hotel de Calella que allotjava la Guàrdia Civil expulsa els agents després dels fets de l'1-O



Les citoyens catalans expulsent une centaine de policiers de la guardia civil espagnole, qui logeaient à l'hôtel Vila de Calella en prétextant lutter contre des jihadistes, mais en réalité c'était pour empêcher le référendum.

Courageuse Catalogne, respectons son droit à l'autodétermination

Par Collectif Le 6 octobre 2017 à 12h28

Un collectif d'intellectuels québécois explique dans une tribune au « Monde » que l'Espagne a tort de ne pas privilégier le dialogue avec les Catalans, qui voient une nouvelle manifestation de la domination exercée par une majorité sur une minorité au sein d'un Etat plurinational.

Tribune

La solution pour maintenir l'unité espagnole aurait consisté à négocier des arrangements constitutionnels mutuellement satisfaisants pour les uns et les autres. En principe, un tel dialogue aurait protégé l'unité espagnole. A l'opposé, aucune constitution ni aucune loi fondamentale, reflets de la domination de la majorité, ne sauraient séquestrer une minorité et l'empêcher de décider de son avenir, dont l'option de l'indépendance

Relents franquistes

Après le référendum catalan sur l'indépendance de 2014, le gouvernement espagnol avait l'occasion de négocier de nouveaux arrangements constitutionnels satisfaisants pour tous. Or Madrid n'a jamais donné suite aux demandes catalanes répétées, à savoir la modification des rapports de pouvoir entre l'Espagne et la Catalogne (incluant les autres minorités).

Le gouvernement espagnol a donc largement nourri l'insatisfaction et le nationalisme catalans. Lors du référendum du 1^{er} octobre, il a jeté de l'huile sur le feu. Comme toujours, une communauté politique assaillie se solidarise pour faire face à l'agression. En l'occurrence, les interventions ultranationalistes portent des relents de la dictature de Franco.

Le parallèle Catalogne/Québec

Il faut d'abord faire comprendre aux Espagnols, aux Canadiens et à la communauté internationale que le respect du droit à l'autodétermination des minorités représente un stade supérieur du développement démocratique.

L'approche actuelle des Espagnols rappelle la dynamique canadienne lors du référendum québécois de 1995. Au début de la campagne, à Ottawa, le parti

libéral (centre), qui était alors au pouvoir, était convaincu de l'emporter et a détourné crapuleusement d'énormes sommes tirées des fonds publics.

Après la quasi-victoire indépendantiste – la « Grande frousse » –, le premier ministre canadien et son ministre de la justice se sont empressés de faire adopter la « loi sur la Clarté référendaire », conçue pour tuer dans l'œuf toute velléité populaire d'un troisième référendum. Le gouvernement fédéral fit également adopter une formule d'amendement plaçant tout changement constitutionnels hors de portée du Québec. Les Québécois le savent, le gouvernement canadien est parfaitement capable de bafouer leurs droits et leurs règles démocratiques.

L'incontournable dialogue, base de la démocratie

Préserver avec succès l'unité nationale implique de gérer les rapports entre nations majoritaire et minoritaire par le dialogue. À l'opposé, le choix de la répression même en contexte démocratique provoque l'unité chez les minorités revendicatrices. Lorsque le dialogue fonde les rapports entre nations majoritaire et minoritaire, les victoires indépendantistes sont d'autant plus difficiles qu'elles exigent la démonstration de l'existence des rapports de domination.

Un éventuel échec du dialogue reste toujours possible, mais il n'invalide pas l'option. Choisir le dialogue, pour une majorité, reste la meilleure voie afin d'éviter la violence et de respecter l'expression démocratique de la minorité.

On pourrait considérer que l'Europe et les Nations unies ont la responsabilité morale de pousser les majorités à respecter leurs minorités, notamment le droit à l'autodétermination. Dans cette perspective, le Canada, comme bien d'autres Etats, est aux prises avec des rapports minorité/majorité questionnant l'unité nationale et le régime politique.

Comme le droit international, son droit intérieur reflète la domination de la majorité canadienne anglaise. Pour les Intellectuels pour la souveraineté du Québec (IPSO), il est impérieux de défendre l'idée d'un stade supérieur de développement démocratique, autant dans le cas Catalogne/Espagne que dans le cas Québec/Canada, ou que dans tout autre cas impliquant une minorité nationaliste vivant en démocratie.

Exiger la primauté du droit à l'autonomie

Nous dénonçons l'intransigeance des dirigeants madrilénes ainsi que leur gestion provocatrice et dangereuse de la question catalane au nom d'un légalisme rigide. Il importe d'en dénoncer les penchants autoritaires afin d'éviter d'éventuels débordements sanglants et d'exiger la primauté du droit des nations minoritaires à choisir leur avenir dans la paix et la sécurité.

Ce droit à l'autonomie ou à l'indépendance, respectueux des droits individuels fondamentaux, doit pouvoir s'exprimer même à l'encontre d'une loi fondamentale, d'une Constitution ou de jugements des tribunaux qui le nient. La position minimale des démocrates catalans (comme la mairesse de Barcelone) est de demander la démission des partisans de la ligne dure au sein du gouvernement espagnol actuel, en tête de file le chef du gouvernement Mariano Rajoy qui ne fut élu qu'avec 33 % des voix aux élections de 2016.

Pour une minorité, il est particulièrement important que sa quête d'autonomie (ou d'indépendance) se fasse dans un cadre démocratique, à défaut de quoi la répression créerait des conditions de conflits néfastes pour tous.

Dans toutes les démocraties « plurinationales », l'atteinte d'un stade supérieur de développement démocratique s'impose. Seul le respect du droit à l'autodétermination garantit la préséance des valeurs universelles de liberté et de fraternité.

Les signataires de cette tribune s'expriment au nom du collectif des Intellectuels pour la souveraineté du Québec (IPSO) : Philippe Bernard(trésorier), **Charles Berthelet** (membre du conseil d'administration), **Michel Blondin** (membre du conseil d'administration), **Joël Côté** (membre du conseil d'administration), **Jocelyne Couture** (membre du conseil d'administration), **Micheline Labelle**(vice-présidente), **Andrée Lajoie**(membre du conseil d'administration), **André Jacob** (secrétaire), **Ercilia Palacio-Quintin** (registraire), **Jean-René Plante**(membre du conseil d'administration) et **Pierre Serré** (président).



La "Guardia civil", héritée du franquisme, empêche les Catalans de voter.